

Congrès de l'ABF, 2007

Accueillir les absents

BERTRAND, Anne-Marie

BERTRAND, Anne-Marie. Accueillir les absents. In *Congrès de l'ABF, Nantes, 2007* [en ligne].

Format PDF.

Disponible sur : <<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/notice-1507>>



Ce document est diffusé sous licence « **Creative Commons by-nc-nd** ». Cette licence signifie que le document est mis à disposition selon le contrat **Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification**, disponible en ligne à l'adresse <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/> Il est ainsi possible de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public, à condition de le faire à titre gratuit, mais ni de le proposer à titre onéreux ni le modifier sans le consentement explicite de l'auteur.

L'ensemble des documents mis en ligne par l'enssib sont accessibles à partir du site :

<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/>

Accueillir les absents

La relation avec le public (les relations avec les publics) sont, avec l'identité professionnelle, un des grands sujets d'interrogation qu'affectionne le monde des bibliothécaires. Les débats, les articles, les journées d'étude, les congrès abondent sur ces deux thèmes. En somme, qui sommes-nous et à qui (donc, à quoi) servons-nous ?

En 1944, Pierre Lelièvre, l'un des fondateurs de Direction des bibliothèques, notait ceci ¹ : « Dans la plupart des grandes villes, la Bibliothèque Municipale est essentiellement une bibliothèque de conservation (manuscrits, livres anciens, reliures de prix, éditions rares), d'étude et de documentation, fréquentée par les érudits locaux, le corps enseignant, les étudiants et les élèves de l'enseignement secondaire ou supérieur. La lecture populaire ne s'y trouve qu'en parente pauvre ou déshéritée. Dans beaucoup de petites villes, où le public studieux se réduit à quelques retraités, la Bibliothèque Municipale tend vers le cabinet de lecture, mais bien rarement réalise ce type de bibliothèque accueillante et vivante qui seule peut gagner au livre de nouveaux lecteurs. »

Des bibliothèques désertées, un public absent : le diagnostic qui est posé comporte un étrange mélange d'insatisfaction et de réprobation : les usagers présents dans les bibliothèques (« érudits locaux », « corps enseignant », « quelques retraités ») ne sont pas ceux qu'on voudrait y voir venir (les lecteurs populaires). Les « lecteurs » (selon le vocabulaire de l'époque) qu'on espère ne sont pas là, et, symétriquement, ceux qui sont là ne sont pas loin d'être considérés comme des usurpateurs. Cette tension entre un idéal visé et une réalité décevante (forcément décevante) est une constante, depuis 60 ans, du rapport qu'ont les bibliothécaires à leurs publics.

Avoir toujours plus de public : un projet démocratique

Le projet de bibliothèque publique, le modèle de bibliothèque publique sur lequel nous vivons encore aujourd'hui est un projet démocratique. Et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il peut mobiliser l'intérêt des élus. « Le projet de bibliothèque était primordial pour une politique culturelle démocratique », dit une élue nantaise, tandis qu'un élu de Tourcoing écrit que « la lecture publique doit être considérée comme la priorité d'une politique culturelle municipale qui se veut démocratique », et qu'à Rennes on affirme : « Les enjeux accrus du développement culturel appellent l'existence d'un réseau moderne et efficace de bibliothèques garantissant à tous l'accès libre au livre et au document dans leur pluralité croissante » ². Ainsi encore, le maire d'Evreux écrit-il, en 1995, au moment de l'ouverture de la nouvelle

¹ Note sur l'« Organisation d'un service de la lecture publique ».

² Citations extraites de Anne-Marie Bertrand, *Les Villes et leurs bibliothèques municipales*, Ed. du Cercle de la Librairie, 1999.

bibliothèque : « Car la bibliothèque-médiathèque n'est surtout pas un équipement de prestige, mais avant toute chose un outil offert à la population, à toute la population (...). Le livre a toujours été, dans nos civilisations, le moyen le plus fiable et le plus efficace pour transmettre le savoir. Encore faut-il que celui-ci soit accessible et, mieux encore, attrayant aux yeux du public le plus large qui soit. » (Dossier de presse).

Dans le cadre de ce projet démocratique, le public est vu à la fois comme un outil de légitimation, pour obtenir des moyens, pour défendre des positions, pour bâtir une image professionnelle, comme un outil de légitimation, donc, et à la fois comme la fin ultime du travail professionnel.

C'est la fin ultime du travail des bibliothécaires, parce que le partage du savoir et de la culture reste le socle qui fédère la profession. Citons, à l'appui de cette assertion, Dominique Arot³ : « Les bibliothécaires (ils n'en ont pas le monopole) sont habités par la conviction que l'écrit, qu'il soit littéraire, documentaire, ou informatif - et donc le livre - est un instrument de construction de soi, d'intelligence et de maîtrise du monde et donc une source de liberté ».

Et c'est bien cet objectif de démocratisation et d'émancipation qui inscrit les bibliothèques au cœur des politiques publiques et qui fait de la fréquentation publique un outil de légitimation. Aucun projet ne peut plus trouver sa propre justification en-dehors de ce registre démocratique – même le projet de la TGB-BnF, on s'en souvient, a été critiqué pour son insuffisante ambition démocratique, y compris par ses propres instigateurs⁴.

Avoir toujours plus de public : une réalisation décevante

J'ai montré dans mes travaux, que les bibliothécaires ont intériorisé des modèles d'utilisateurs – dont les deux principaux seraient l'un, l'utilisateur qui cherche un document ou une information, qui sait l'exprimer et qui fait des efforts pour le trouver ; l'autre, l'utilisateur néophyte, perdu, plein de bonne volonté et dont la présence montre symboliquement le succès de la politique de démocratisation.

Par exemple, à la BPI : « *C'est ce que tout le monde dit et je suis d'accord avec ça, c'est que l'ouverture devrait être plus aisée pour le personnel [le public] normal d'une bibliothèque publique et non pas d'une bibliothèque universitaire ou professionnelle. Donc, un public de lecture publique tout simple, c'est-à-dire les gens ordinaires et non pas les gens en études ou en professions particulières.* »

Or, depuis les années 1980, s'est développée l'analyse que les bibliothèques municipales ne touchaient pas ce public « ordinaire » mais principalement un public de classes moyennes et, en particulier, un public d'étudiants. Le projet démocratique se déplace alors de sa rhétorique initiale (avoir plus d'utilisateurs) vers une ambition plus ciblée (toucher les personnes éloignées

³ « Les valeurs professionnelles du bibliothécaire », *Bulletin des bibliothèques de France*, n° 1, 2000.

⁴ Laure Adler, alors conseillère à l'Élysée : « Où est l'ambition démocratique ? Où est l'accès à la lecture des plus démunis ? », *Télérama*, 12-12-90

de la bibliothèque, du livre, de la culture). Et c'est ainsi que « les absents », ceux qui ne fréquentent pas les bibliothèques, sont devenus le cœur de cible des bibliothécaires.

Le discours du soupçon est d'abord tenu par des sociologues, au premier rang desquels, Jean-Claude Passeron ou Nicole Robine. Ainsi, Jean-Claude Passeron : « La conquête des nouveaux publics par les instances commerciales ou publiques de l'offre de culture légitime (Maisons de la Culture, bibliothèques, musées, salles de spectacle, etc.) s'est opérée pour l'essentiel au profit des classes moyennes, et très faiblement en direction des classes populaires.⁵ » ou : « Il est vain de croire que l'augmentation de l'offre de la lecture en bibliothèque produira mécaniquement, en même temps que l'augmentation globale de l'intensité de lecture, l'augmentation de la part des forts lecteurs dans les classes populaires. Par ses techniques d'offre comme par les ouvrages qu'elle offre, la bibliothèque correspond d'abord aux attentes et aux pratiques culturelles des classes moyennes.⁶ »

Ce discours est intériorisé par les bibliothécaires⁷, qui le vivent, évidemment, comme culpabilisant. L'ambition démocratique s'accompagne donc d'un sentiment d'échec, qui alimente la rhétorique du non-public, en un schéma narratif très connu – résumé, par exemple, par Jean-Claude Pompougnac : « On en est à retrouver le vieux discours séculaire du retard de la lecture publique, qui s'articule maintenant autour de la conquête des non-lecteurs, c'est-à-dire cette chasse permanente à tous les exclus, qu'ils soient prisonniers, hospitalisés, immigrés, handicapés, etc.⁸ » Ce discours se perpétue aujourd'hui – ainsi, un exemple parmi beaucoup d'autres, dans l'éditorial du dossier du *BBF* sur les publics (2006, n° 6) : « Les non-publics méritent une attention particulière ».

Accueillir les absents ?

Ici, j'en reviens à mon titre, « accueillir les absents », à quoi j'ajoute un point d'interrogation. Car ce projet démocratique ainsi redéfini (l'attention particulière portée aux non-usagers, aux « absents ») ne mérite-t-il pas d'être revisité ?

Car après Passeron, il y a eu Maresca – raccourci rapide pour dire que le discours malheureux et coupable doit être aujourd'hui contextualisé par ce que nous découvrons de la fréquentation des bibliothèques municipales dans l'enquête du CREDOC : une fréquentation massive. Car 35 % des Français fréquentent une bibliothèque, 37 % en ont déjà fréquenté une, et seuls 28 % de la population n'en ont jamais fréquenté. Et si, aujourd'hui, on se

⁵ Jean-Claude Passeron, « Figures et contestations de la culture », *Le Raisonnement sociologique*, Nathan, 1991.

⁶ « Le polymorphisme culturel de la lecture », *Ibid.*

⁷ Le manuel de formation de base, *Le métier de bibliothécaire*, publié par l'ABF, reprend à son compte ce constat dès son édition de 1988 : « Pendant longtemps, on a cru que la simple ouverture de bibliothèques suffirait à gagner de nouveaux lecteurs, que la gratuité du livre en assurerait la démocratisation, et qu'ainsi viendraient progressivement à la lecture des individus et des couches sociales qui auparavant ne lisaient pas. A l'usage, il n'en est rien (...). Les travaux de J.C. Passeron, ceux de J.F. Barbier-Bouvet et de M. Poulain sont là pour rappeler que par ses techniques d'offre comme par ses contenus offerts, la bibliothèque correspond surtout aux attentes et aux pratiques culturelles des classes moyennes. »

⁸ « La lecture publique entre discours et pratiques », *Esprit*, mars-avril 1991.

persuadait que les 37 % de la population qui ont déjà fréquenté une bibliothèque mais ne la fréquentent plus, si on se persuadait que ces 37 % sont eux aussi un défi démocratique ?

Et c'est là que « accueillir » prend, pour moi, tout son sens.

S'ils ont cessé de fréquenter leur bibliothèque, ces 37 %, c'est pour de multiples raisons : ils ont fini leurs études, ils ont déménagé, ils se sont éloignés de la lecture pour une raison ou pour une autre (le chômage, une maladie, la naissance d'un enfant). Mais cela peut être aussi, c'est aussi parce que la bibliothèque ne correspondait pas, en termes de collections ou de services, à ce qu'ils en attendaient. Trop de livres, pas assez de livres pratiques, pas assez de nouveautés, pas de mangas, une durée d'emprunt trop courte, des horaires inadaptés, des tarifs dissuasifs, des relations impersonnelles, trop de bruit, trop de monde, etc.

Dominique Peignet, dans le forum ouvert par *Livres-Hebdo* le dit très bien : « Parmi les mesures qui améliorent l'usage des bibliothèques pour la population qui en finance l'existence, il me semble nécessaire de considérer la gratuité, la proximité et l'accessibilité et la modernité. Toutes les bibliothèques médiathèques qui répondent à un ou à plusieurs de ces critères sont plus fréquentées que les autres. La gratuité devrait s'accompagner de la simplification des procédures d'inscription (fin des justificatifs de domicile) et de la suppression de la réinscription annuelle, au moins pour les usagers actifs dans l'année. La proximité et l'accessibilité. Les bibliothèques doivent être localisées près des lieux de vie des habitants (un rayon de 800 à 1000 mètres) et/ou à proximité de zones commerciales, voire dans des zones commerciales. Elles doivent avoir des horaires d'ouverture commerciaux et être accessibles. Les notions d'accessibilité et de proximité valent aussi pour les collections et les services offerts, lieu d'étude et d'information, lieux de loisirs, lieux de rencontre et de partage. Les bibliothécaires doivent être disponibles, connus et entrer en relation avec les habitants dans et en dehors de la bibliothèque. Les services doivent être adaptés sans complexe aux populations, à leurs besoins et à leurs situations. La modernité ne se résume pas à la multiplication des machines, elle tient aussi à la mise à disposition des services en ligne, mais aussi à une organisation des ressources, services et espaces, modulable et rapidement adaptable. ⁹ »

Même si ces propositions doivent être discutées, une à une, elles représentent un effort pour sortir de la rhétorique des non-usagers (les absents) en faisant porter sur les bibliothèques, leurs collections, leurs services, leur accueil, une responsabilité claire dans la non-fréquentation – ou l'arrêt de la fréquentation.

Cette réflexion s'impose. J'appelle ici à ce qu'on l'ouvre plus largement, abondamment, scientifiquement – et en particulier sous l'angle politique : quelle politique publique, quels choix, quelles décisions publiques pour contribuer à atteindre l'objectif annoncé de démocratisation. Il faut lancer des travaux sur les politiques tarifaires, les équipements de

⁹ Forum Livres-hebdo : « Bibliothèques : quelles solutions pour les publics ? », mai 2007.

proximité, les effets symboliques d'une architecture qui (aujourd'hui) peut confiner à l'arrogance, les politiques documentaires (où la fiction a toujours une place prépondérante), le choix des horaires d'ouverture (inactifs vs salariés), les raisons de la sous-fréquentation des personnes âgées, la place des usagers dans le dispositif, etc.

Non, les bibliothèques ne sont pas désertées. Non, Internet ne les remplacera pas. Oui, cessons « la propagation d'idées alarmistes » (Maresca), oui, abandonnons un « modèle interprétatif pessimiste » (Evans et Gaudet). Oui, nous avons besoin d'un « nouveau cadre référentiel » (Calenge)¹⁰. Nous le construirons ensemble – mais en acceptant de nous poser à nous-mêmes des questions, ces questions : comment faire cesser cette fuite permanente, comment fidéliser, comment accueillir ? Comme disait Gébé (*L'An 01*) : « On s'arrête, on réfléchit et c'est pas triste ». Sauf que nous, on ne s'arrête pas, on réfléchit, et c'est pas triste.

Anne-Marie Bertrand

¹⁰ Citations extraites du dossier « Connaître les publics », *BBF*, 2006, n° 6.